

Le pouvoir aux travailleurs

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)

Pour la construction du parti de la classe ouvrière

02 OCTOBRE 2021

N° 277

PRIX : 100 Fr

pouvoirauxtravailleurs@gmx.fr



Les travailleurs de la mine d'or de Hiré en grève

Éditorial

**RIEN NE VA POUR LES TRAVAILLEURS ET LES PAUVRES.
IL FAUT QUE ÇA CHANGE !**

Page 3

**MINE D'OR DE HIRÉ :
GRÈVE AVEC OCCUPATION
DU SITE**

Page 4

**LA VIE EST DE PLUS EN
PLUS CHÈRE
ET LES SALAIRES
NE SUIVENT PAS**

Page 6

**MALI : TROUPES FRANÇAISES
ET ARMÉE MALIENNE,
ENNEMIES
DES TRAVAILLEURS ET DES
POPULATIONS PAUVRES**

Page 11 - 12

<u>SOMMAIRE</u>	PAGES
<u>EDITORIAL :</u>	
- RIEN NE VA POUR LES TRAVAILLEURS ET LES PAUVRES. IL FAUT QUE ÇA CHANGE !.....	3
- MINE D'OR DE HIRÉ : GRÈVE AVEC OCCUPATION DU SITE.....	4
- SGTM-EIFAGE : CONDITIONS DE TRAVAIL DÉPLORABLES ET SALAIRES DE MISÈRE	4 - 5
- LA VIE EST DE PLUS EN PLUS CHÈRE ET LES SALAIRES NE SUIVENT PAS	6
- LUTTE CONTRE LA CORRUPTION : TROP DE BLABLAS !	6 - 7
- HÔPITAUX PUBLICS : MOUROIRS POUR PAUVRES	7 - 8
- DES DÉPUTES QUI MANGENT DES 4 MAINS	8
- LA SITUATION DÉPLORABLE DES ÉCOLES	8 - 9
- INSÉCURITÉ GALOPANTE : ON NE PEUT CACHER LE SOLEIL AVEC UNE MAIN.....	9 - 10
- BEAUCOUP DE BRUIT POUR RIEN !	10
- MALI TROUPES FRANÇAISES ET ARMÉE MALIENNE, ENNEMIES DES TRAVAILLEURS ET DES POPULATIONS PAUVRES	11 - 12

RIEN NE VA POUR LES TRAVAILLEURS ET LES PAUVRES. IL FAUT QUE ÇA CHANGE !

Le ministre de l'Intérieur a lancé à grand renfort de publicité le démarrage de l'« opération *Épervier* » censée lutter contre « *la grande criminalité, la délinquance juvénile, le trafic des stupéfiants* », etc. La police et l'armée sont massivement mobilisées pour faire croire qu'il y a une réelle volonté du pouvoir dans la lutte contre ces fléaux. Il y a surtout beaucoup de fanfaronnade et de tapage médiatique.

C'est la septième opération du genre lancée à ce jour. La petite délinquance baisse peut-être un peu, le temps des quelques jours que dure ce genre de déploiement des forces armées. Mais une fois l'opération terminée, les choses reviennent comme auparavant. Et c'est dans les quartiers populaires que cette délinquance est la plus ressentie car elle pourrit la vie des travailleurs. Elle augmente à cause du chômage et de la misère qui croît chaque année, de la cherté de la vie qui appauvrit davantage une grande partie de la population.

Le gouvernement n'attaque pas le mal à la racine parce qu'il ne peut pas et ne veut pas toucher aux intérêts des riches dont il n'est qu'un agent. Nous savons tous que quand ces corps habillés viennent dans les quartiers populaires, c'est d'abord pour terroriser les gens, et leurs exactions sont souvent accompagnées de rackets. Ils agissent ainsi à l'image de leurs donneurs d'ordre capitalistes qui exploitent les travailleurs dans les zones industrielles, sur les chantiers et dans d'autres lieux de travail.

À travers ce genre de démonstration de force, le gouvernement prétend lutter contre la « *grande criminalité* ». Mais c'est quoi la grande criminalité, sinon ces grands capitalistes qui trichent avec la douane, les impôts, les lois et sont à l'origine de toutes sortes de trafics ? Ils exploitent les travailleurs dans les zones industrielles et les chantiers, sans les payer comme il se doit. Ils volent l'argent des heures supplémentaires et même l'argent de la caisse de retraite. Oui, c'est bien là du grand banditisme ! Sauf que ceux-là n'ont pas grand-chose à craindre de la police car les gouvernements qui se succèdent sont à leurs ordres ! Ce sont ces grands capitalistes qui ont le vrai pouvoir ! Ce n'est pas pour rien que le gouvernement envoie les corps habillés réprimer et terroriser les travailleurs en cas de grève.

Tôt ou tard, les travailleurs et les pauvres finiront par se révolter contre la bourgeoisie et son appareil d'État répressif. Il faut s'y préparer dès maintenant car ce qui manque aux travailleurs, c'est une organisation de classe capable de leur indiquer la ligne à suivre pour défendre leurs intérêts dans le combat contre la classe des exploiters et des parasites sociaux, de leur apprendre à déceler les amis des faux amis, notamment les plus dangereux d'entre eux que sont les nationalistes, les ethnistes et les xénophobes. Une telle organisation communiste et révolutionnaire aidera les travailleurs à prendre conscience que le monde est divisé entre exploiters et exploités, qu'entre travailleurs il ne devrait pas y avoir de frontière et que nos seuls ennemis sont nos exploiters et nos oppresseurs quelles que soient leur nationalité, leur ethnie ou leur religion.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

MINE D'OR DE HIRÉ : GRÈVE AVEC OCCUPATION DU SITE

Les travailleurs de BMC (Bayswater civil & Mining Contractor) sont en grève depuis le 18 Septembre. Ils réclament à leur direction des mesures d'accompagnement suite à leur licenciement collectif prévu pour mi-Novembre. Ils sont plus de 500 travailleurs sur le site à être touchés par cette mesure et veulent un pécule consistant qui pourra leur permettre de tenir le temps de trouver un autre emploi, ce que refuse la direction.

Dès l'entame de la grève, les travailleurs ont reçu des menaces sous prétexte que leur grève est « *illégale* » parce qu'ils n'ont pas déposé de préavis de grève. Les travailleurs ont répondu en

occupant le site de production et en immobilisant les engins ; ils se relaient de jour comme de nuit. Du coup la direction hésite à faire venir des forces de l'ordre pour réprimer les grévistes car elle craint pour son matériel.

La direction parle maintenant de négociation pour trouver une issue pacifique. Pour les travailleurs, chaque jour de grève c'est de l'argent en moins pour faire vivre la famille mais chaque jour perdu pour la production est aussi une grosse perte pour les actionnaires de la mine. C'est un bras de fer dont l'issue dépendra de la combativité et de la détermination des grévistes.

SGTM-EIFAGE : CONDITIONS DE TRAVAIL DÉPLORABLES ET SALAIRES DE MISÈRE

SGTM est une société Marocaine exerçant dans le secteur du BTP en Côte d'Ivoire depuis 2011. C'est elle qui a en charge la réhabilitation de la baie de Cocody, la construction de l'échangeur de l'Indénié ainsi que plusieurs autres travaux à Abidjan et à l'intérieur du pays. Ci-dessous le témoignage d'un travailleur.

« Suite au ralentissement des travaux de réhabilitation de la baie de Cocody, nous avons été déployés à Yopougon pour des travaux de canalisation. Nous sommes plusieurs groupes de travailleurs, composés en majorité de ferrailleurs, de menuisiers et de quelques manœuvres. Ces travaux

consistent à construire plus de douze grands caniveaux répartis sur plusieurs sites, pour permettre un meilleur drainage des eaux usées. Nous travaillons en suivant les passages d'eaux déjà existant, c'est-à-dire dans les eaux usées des habitations. Quand il y a des pluies diluviennes, elles charrient tous les débris des quartiers. Nous sommes obligés de marcher dans les eaux usées sans bottes ni chaussures de sécurité. La majorité d'entre nous travaille sans gants parce qu'il n'y en a pas en quantité suffisante. Quand nous en réclamons, les patrons nous disent qu'une paire de gants devrait durer au moins trois mois avant d'être remplacée.

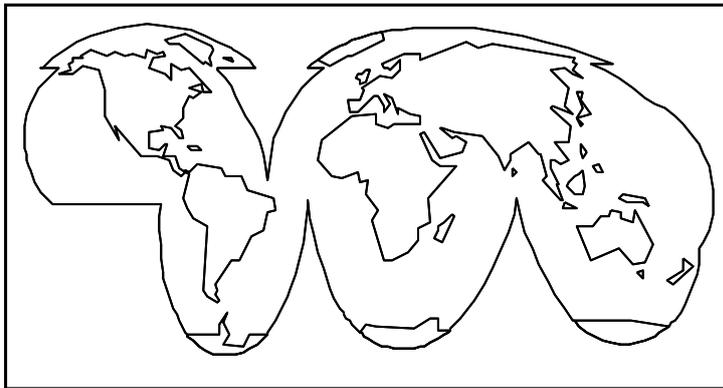
LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

Les salaires sont très bas. Les ouvriers qualifiés ne touchent pas plus de 7 000 Fr par jour et les manœuvres moins de 4 000 Fr. Pour éviter toutes réclamations, la direction de SGTM-EIFAGE se décharge sur la structure de placement qui lui fournit la main d'œuvre. C'est cette dernière qui est chargée de payer notre salaire. Ainsi, en cas de lutte,

la direction de l'entreprise peut se débarrasser de nous à bon compte ».

Cette situation n'est pas propre à ces deux entreprises capitalistes. Elle est générale, aussi bien dans le secteur du bâtiment que dans les zones industrielles. Patronat et gouvernement ne feront rien pour y remédier sans une riposte énergique du monde du travail.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

L E U R S O C I E T E

LA VIE EST DE PLUS EN PLUS CHÈRE ET LES SALAIRES NE SUIVENT PAS

À Abidjan, en plus des denrées de premières nécessités, les loyers et le transport ont plus que doublé en moins de dix ans. L'exemple de Yopougon et d'Abobo, deux communes populaires d'Abidjan où logent surtout des ouvriers et autres populations défavorisées, est édifiant. À Yopougon avant 2011, les chambres étaient louées entre 10 000 et 15000 Fr (eau et l'électricité comprises). Aujourd'hui, pour ces mêmes chambres, il faut déboursier 30 000 à 40 000 F. Pour un appartement 3 pièces, le loyer variait entre 60 000 et 80 000 Fr. Aujourd'hui pour ces mêmes appartements, il faut déboursier plus de 130 000 Fr. À Abobo, un appartement 2 pièces qui était à 12 000 Fr est passé jusqu'à 60 000 Fr dans certains quartiers.

De ce fait, de plus en plus d'ouvriers logent dans des baraques précaires en

bois communément appelées Sicoboïs. Là aussi les loyers rivalisent maintenant avec ceux des maisons en dur. En dix ans, ils sont passés de 5 000 / 7 000Fr à 15 000 / 20 000Fr.

Le coût du transport a aussi grimpé du fait que les transporteurs s'arrangent pour supprimer toutes les lignes directes durant les heures de pointe. Ainsi, les mêmes trajets sont scindés en deux ou trois, ce qui revient à multiplier dans les mêmes proportions leurs coûts.

Sachant que le salaire moyen d'un ouvrier varie entre 80 000 Fr et 150 000 Fr, frais du transport compris, comment joindre les deux bouts dans ces conditions ? On est obligés de se serrer encore plus la ceinture à chaque flambée des prix. Les riches et le gouvernement attendent peut-être que la révolte éclate avant de réagir.

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION : TROP DE BLABLAS !

Le gouvernement a créé un nouveau poste de ministre, celui de la « *Promotion de la Bonne Gouvernance, du Renforcement des Capacités et de la Lutte contre la Corruption* ». C'est un certain Épiphane Zoro Bi Ballo qui a été installé par Ouattara à ce poste créé sur mesure en guise de remerciement pour l'avoir en son temps défendu quand il avait été écarté par ses concurrents dans sa course

à la présidence. La lutte contre la corruption c'est juste dans l'intitulé du poste. Ça servira tout au plus à faire de la mousse autour de la question pour noyer le poisson. La corruption fait partie du système. Elle gangrène jusqu'à la plus haute sphère de l'État. Le gouvernement n'est pas fou au point de se tirer une balle dans le pied !

L E U R S O C I E T E

Il suffit de voir les grosses cylindrées dans lesquelles roulent les fils à papa, de lire parfois dans la presse leurs « *prouesses* » scandaleuses en matière de folie dépensière dans les hôtels de luxe, l'argent qu'ils flambent ici et là lors de leurs escapades, pour comprendre l'ampleur du phénomène. Leurs parents haut placés s'enrichissent à vue d'œil en puisant allègrement dans les caisses de l'État en pratiquant la corruption et en s'adonnant à toutes sortes de business licites et illicites. Ce n'est pas pour un simple bol de lentilles que les clans politiques ici comme ailleurs en Afrique se battent pour parvenir au pouvoir ou pour s'y maintenir jusqu'à marcher sur les cadavres des populations pauvres.

Si un simple douanier ou un employé au trésor peut parfois se permettre de rouler en BMW ou en 4x4 de luxe, on peut imaginer ce qui se brasse plus haut. Comment les Bouygues et autres Bolloré obtiennent-ils leurs contrats juteux en Afrique si ce n'est en versant des bakchichs conséquents au plus haut sommet du pouvoir ? Ce problème de corruption ne touche pas que les pays africains. L'ex-président français Sarkozy n'est-il pas lui-même poursuivi dans au

moins une affaire de corruption ? Et les montants sont alors d'un tout autre niveau que l'argent brassé par certains de nos petits ministres en Afrique.

Alors, à défaut de pouvoir s'attaquer aux caïds au risque de se casser les dents, ce nouveau ministre trouvera bien quelques petits boucs-émissaires, histoire d'amuser la galerie.

Ainsi, ce ministre vient de découvrir que les camions chargés, par exemple, de bananes plantain et qui vont vers Abidjan, subissent un racket bien organisé. Le tarif que doit payer le propriétaire de la marchandise est de 20.000 Fr à régler en une seule fois pour tout le trajet. C'est ainsi que font d'ailleurs les wôro-wôro et les Gbaka d'Abidjan. Cet argent est ensuite partagé entre différents bénéficiaires, comme une vraie mafia sait le faire. Voilà comment en Côte d'Ivoire les barrages routiers qui existaient à l'entrée et sortie de chaque localité ont pour ainsi dire disparu. Mais le racket, lui, est bien là.

Ce monsieur anti-corruption placé sur un fauteuil ministériel peut tout juste faire du bruit et se satisfaire de ramasser son salaire de ministre... payé grassement sur le dos des contribuables.

HÔPITAUX PUBLICS : MOUROIRS POUR PAUVRES

La mort d'une dame par manque de soin aux urgences du CHU d'Angré le 28 septembre dernier a suscité beaucoup d'indignation dans la population. Cette affaire a fait le tour des réseaux sociaux au point d'obliger l'hôpital à se justifier publiquement. Ainsi, selon le chef de service de médecine : « *la patiente a été*

évacuée de l'hôpital Général de Jacquerville dans la matinée et est arrivée au service d'urgences aux environs de midi. Malheureusement il y avait trois autres ambulances qui attendaient pour une seule place. Elle n'a pu être assistée et a rendu l'âme à 13h30 ». Tout est dit là !

L E U R S O C I E T E

Ce n'est pas la première fois que ce genre de scandale défraye la chronique. En avril dernier, les réseaux sociaux avaient permis de divulguer la mort des jumeaux du couple Moro, morts dans les mêmes circonstances.

Ce n'est un secret pour personne que les hôpitaux publics sont délaissés depuis des années par les pouvoirs publics. Non seulement les établissements sont en nombre insuffisant, mais il y manque de tout : des lits d'hospitalisation, des médicaments, du matériel pour les soins. Le personnel est en sous-effectif et est le plus souvent au bord du surmenage. De plus, les coûts des soins sont très élevés de sorte que nombreux sont les gens pauvres qui sont obligés de recourir à l'automédication, aux médicaments de la rue, à l'indigénat voire aux prières. Ils ne

vont à l'hôpital que lorsque le cas est critique.

Le ministre de la Santé, sans doute en manque de publicité, s'est rendu sur place pour verser quelques larmes de crocodile en présentant ses condoléances à la famille éplorée. Et comme il ne pouvait pas partir sans faire « *l'atalaku* » de son gouvernement, il a annoncé une fois de plus que des mesures seront prises pour éviter que ce genre de situation ne se répète, et patati et patata. Autant dire que c'est du vent.

Ces gens-là n'ont que faire de la santé des pauvres. Eux et leurs familles n'iront jamais se faire soigner dans les hôpitaux publics mais dans les grandes cliniques privées quand ce n'est pas à l'étranger.

DES DÉPUTÉS QUI MANGENT DES 4 MAINS

Selon la législation ivoirienne, que les députés sont censés incarner, la fonction de parlementaire est incompatible avec les postes administratifs ou une activité dans le domaine des affaires. Et pourtant, ils sont nombreux au parlement à cumuler ouvertement des postes et des activités qui leur sont en principe interdites. D'ailleurs, ce ne serait pas leur faire injure

de dire qu'ils sont en majorité des hommes d'affaires avant d'être parlementaires.

Le gouvernement leur a demandé de camoufler un peu les choses pour que ça ne soit pas trop voyant. Entre gens de même plumage, ils trouveront bien un arrangement légal pour maquiller un peu plus leurs pratiques juteuses.

LA SITUATION DÉPLORABLE DES ÉCOLES

Depuis les années 1992, l'école publique n'est plus entretenue par l'État. Cette charge est dévolue aux parents à travers des Comités de gestion des établissements scolaires (COGES). Des cotisations sont payées à la rentrée par les parents d'élèves pour faire face aux

urgences du moment. Face à la grogne grandissante des parents d'élèves contre cette forme de racket, l'État a fini par faire une petite marche-arrière. Le COGES continue toujours d'exister mais n'est plus autorisé à lever des « *cotisations exceptionnelles* ».

L E U R S O C I E T E

Pour cette rentrée scolaire 2021-2022, les parents d'élèves ne devraient donc plus être contraints de cotiser au COGES, tout au moins pour ce qui concerne les frais annexes des établissements publics du primaire et du secondaire, comme par exemple pour les tee-shirts, les carnets de correspondance et autres. Ils ne seront plus obligés de sortir leur portefeuille pour remplacer l'ampoule de la classe, payer le vigile, construire ou refaire une clôture, etc. Ça c'est dans la théorie car selon les COGES, les besoins dans les écoles pour cette année se chiffrent à plus de 35 milliards de francs CFA mais les autorités

étatiques ont indiqué qu'elles ne pouvaient payer que 18 milliards de francs CFA et que cette somme ne serait disponible qu'en janvier 2022, soit cinq mois après la rentrée. Ce qui revient à dire aux chefs d'établissements et aux parents d'élèves : « *Débrouillez-vous, pour faire fonctionner l'écoles et l'éducation de vos enfants!* ». On continuera donc à demander à chaque élève de venir avec une boîte de craie, une rame de papiers, etc.

Avec tout ça, le gouvernement a le culot de dire que l'école est gratuite dans ce pays ?

INSÉCURITÉ GALOPANTE : ON NE PEUT CACHER LE SOLEIL AVEC UNE MAIN

Le 16 septembre dernier, l'opération Épervier 7 a été lancée en grande pompe. Plus de 3000 hommes des forces de l'ordre (policiers, gendarmes et militaires) ont été mobilisés. Le but annoncé, c'est la lutte contre le grand banditisme, la délinquance juvénile, le trafic de stupéfiants, l'installation illégale des gares, la menace terroriste etc.

Avant ça, il y a eu l'opération Épervier 6 qui aurait permis, selon les autorités, la destruction de 2 364 fumeurs, 986 arrestations, la saisie de 9 armes à feu, 8 757 munitions et 9 521 armes blanches, la fermeture de 195 gares anarchiques, l'interception de 12 000 motos au cours des contrôles... Avec de

tels chiffres grandiloquents, si on ne vivait pas dans ce pays, on pourrait être tenté de penser que l'insécurité a pris fin. Or la réalité est toute autre, c'est d'ailleurs ce qui justifie une septième opération épervier.

Une semaine après le lancement de la nouvelle opération on a encore des chiffres pour donner l'impression que le gouvernement agit et a des résultats dans la lutte contre l'insécurité. C'est une opération médiatique et rien d'autre !

La misère, la pauvreté, le chômage touchent une partie de plus en plus croissante de la population et sont un terreau fertile au développement du banditisme, notamment au sein de la jeunesse désœuvrée.

L E U R S O C I E T E

On pourra faire autant d'opérations policières qu'on voudra, cela ne mettra jamais fin à la délinquance et l'insécurité tant qu'on ne mettra pas fin à ce qui est à l'origine de ce phénomène, c'est-à-dire à la misère et à la pauvreté. Mais là-dessus on

ne peut pas compter sur les politiciens au pouvoir ni sur ceux qui aspirent à les remplacer car tous sont d'accord pour perpétuer le système capitaliste qui est à la base de ces problèmes.

BEAUCOUP DE BRUIT POUR RIEN !

Le conseil des ministres du 23 septembre a été riche en création de prétendus instruments de lutte contre la corruption, contre la vie chère, etc.

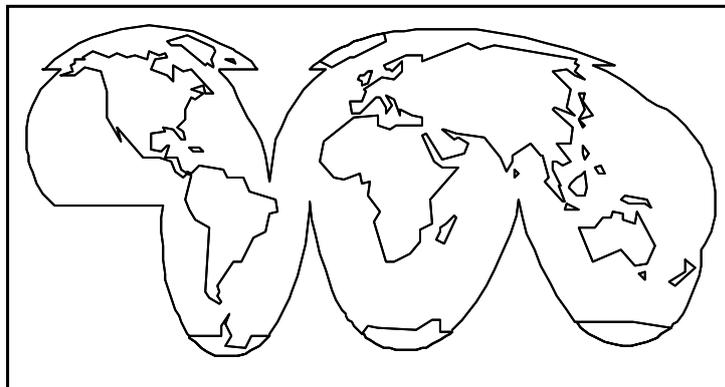
Ainsi, pour lutter contre la délinquance économique et financière, il y aura une cellule spécialisée à la quelle seront affectées des unités de police et de gendarmerie.

On ne compte plus les unités spécialisées pour lutter tantôt contre la criminalité, tantôt contre le racket, tantôt

contre la vie chère. Elles sont annoncées avec fanfare et font pendant quelques jours des opérations spectaculaires et puis très vite, elles deviennent elles-mêmes de nouveaux instruments de racket. Les autorités vont peut-être créer plus tard de nouvelles structures pour surveiller celles-ci et ainsi de suite.

Le gouvernement se donne peut-être bonne conscience en faisant semblant de faire quelque chose, mais la population n'est pas dupe !

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

MALI
 TROUPES FRANÇAISES ET ARMÉE MALIENNE,
 ENNEMIES DES TRAVAILLEURS ET DES POPULATIONS PAUVRES

On assiste actuellement à une sorte de bras de fer, pour le moment verbal, entre les dirigeants de l'État français et les putschistes maliens. Dans son discours au siège de l'ONU à New York, le Premier ministre malien Choguel Maïga a critiqué en qualifiant d'« *abandon en plein vol* » la décision d'Emanuel Macron de retirer prochainement la force Barkhane du Mali. De son côté, le président français a qualifié la déclaration de Choguel Maïga d'« *inadmissible* » et de « *honte* ».

Les dirigeants de l'impérialisme français veulent un pouvoir docile et marchant au pas au Mali tandis que le colonel Goïta et ces acolytes putschistes voudraient que la France s'implique davantage militairement pour les aider à combattre les groupes armés djihadistes et autres qui sèment la terreur dans une partie de plus en plus grande du territoire malien, mais aussi le mouvement indépendantiste touareg au nord du pays. Mais le problème est que les objectifs de l'impérialisme français ne sont pas les mêmes que ceux des dirigeants maliens, notamment par rapport au mouvement indépendantiste touareg de l'Azawad.

Depuis que Macron a annoncé en juillet dernier qu'il allait retirer rapidement ses soldats de ses positions au nord du Mali (Kidal, Tombouctou et Tassalit), réduire ses effectifs de 5000 actuellement à 2 500 ou 3 000 d'ici 2023 et les concentrer vers le Niger et la zone dite des Trois frontières (Mali-Burkina Faso-Niger), les autorités maliennes ont pris contact avec la Russie de Poutine pour bénéficier des services des mercenaires de la société russe Wagner, la même qui sévit en Centrafrique, en Libye et en Syrie.

Cette annonce du gouvernement malien n'est pas du goût des dirigeants

français qui menacent de retirer toute aide au Mali si ses dirigeants maintiennent leur projet de recourir à Wagner. En attendant, les putschistes maliens tentent de mobiliser leurs partisans en organisant des meetings au cours desquels les orateurs dont des partisans de la mouvance du chef religieux Bouyé Haïdara connu par son titre de « *chérif de Nioro* », prononcent des discours nationalistes anti-Macron et haranguent la foule pour soutenir le pouvoir en place. Certaines personnes portent le drapeau malien à côté du drapeau russe, des portraits de Poutine ainsi que des pancartes avec le slogan « *Vive Poutine* ».

Les putschistes au pouvoir essaient de s'appuyer sur un sentiment réel qui existe au sein de la population malienne qui est de se méfier, à juste raison, du discours officiel du gouvernement français prétendant qu'il veut « *aider le Mali* » alors que ses intentions sont autres. Mais la méfiance de la population envers les putschistes est aussi réelle car elle a assisté à nombreux coup d'États depuis l'indépendance et ils n'ont rien apporté de positif sinon une succession de dictatures. La corruption, le racket, les coups de matraques et les assassinats politiques n'ont jamais cessé. La place de l'armée dans la vie politique n'a fait que se renforcer. Ainsi, le nombre de généraux qui était de 7 sous Modibo Keita, le premier chef d'État après l'indépendance du Mali, dépasse aujourd'hui les 150. Après chaque coup d'État ou chaque changement de président issu d'une élection, leur nombre ne cesse de croître car le nouvel arrivant au pouvoir ne fait confiance qu'à ceux nommés par lui. Ces généraux mènent un train de vie de pacha aux frais de l'État et s'enrichissent par la corruption, les détournements de fonds, le racket à grande échelle, le trafic et business de tous genres, y compris de la drogue.

Certains d'entre eux sont devenus des milliardaires en francs CFA et figurent dans le palmarès des grandes fortunes du Mali. Ils sont plus préoccupés par l'épaisseur de leurs comptes en banque que par leur engagement dans la lutte contre les groupes armés terroristes qui sévissent au nord comme au sud du pays.

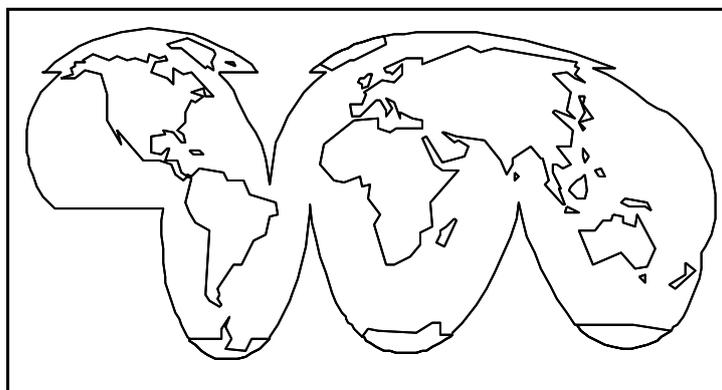
Alors, la population malienne à raison de se méfier de la présence de l'armée française au Mali ainsi que de l'armée malienne elle-même. Contrairement à ce que prétendent les dirigeants de l'État français, leur armée n'est pas venue au Mali pour défendre les populations maliennes contre les mouvements terroristes mais pour défendre les intérêts économiques et géopolitiques de la bourgeoisie française. L'impérialisme français a d'énormes intérêts dans cette vaste région sahélienne allant du Tchad à la Mauritanie en passant par le Niger, le Burkina Faso et le Mali, notamment en matières premières minières et agricoles, mais aussi dans d'autres secteurs comme les infrastructures, la téléphonie, le commerce, la banque, etc. D'autres puissances convoitent ces richesses et sont tentées de

profiter de cette situation d'instabilité politique régionale pour s'y engouffrer mais l'impérialisme français veut protéger son pré-carré hérité de la colonisation. Mais son problème est qu'il ne veut pas s'enliser dans le borbier malien.

Devant ces enjeux énormes, l'armée malienne ne pèse pas lourd, d'autant moins que la population malienne, notamment hors de Bamako, la considère plutôt comme une force d'oppression plus proche du gangstérisme et aussi redoutable envers les petites gens que les groupes armés terroristes qu'elle est censée combattre.

Les travailleurs maliens de l'émigration comme ceux restés au pays n'ont aucun intérêt à se laisser embarquer dans l'ambiance nationaliste que le pouvoir malien tente de créer pour trouver des appuis au sein de la population malienne. Ils doivent aussi rejeter le discours angélique de Macron sur la démocratie, le respect des institutions ou sa prétendue lutte contre le terrorisme au Mali. Les uns et les autres sont des ennemis mortels des travailleurs et des populations pauvres.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

Les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.